

Commission Education

De la Fédération PS du Nord

Réunion du 8 octobre à Carvin sur la réforme du lycée

En coopération avec la Fédération du Pas-de-Calais

Les fédérations du Nord et du Pas de Calais ont décidé de se réunir pour réfléchir à la réforme du lycée, lancée dans des conditions ubuesques par la droite fin 2007. Après de nombreuses tergiversations et la publication, coup sur coup, des rapports Descoings et Apparu, le gouvernement a décidé d'engager plus avant, en cette rentrée scolaire 2009-10, la réforme.

Celle-ci, attendue par les lycéens, les parents d'élèves, nombre d'enseignants et leurs représentants, est elle même souhaitée par notre parti pour garantir la véritable démocratisation du lycée. La mission d'information présidée par Yves Durand, député-maire de Lomme, avait regretté que le rapport Apparu élude sciemment 40% des lycéens en omettant de se pencher sur la filière professionnelle, réformée (sans concertation) dès cette rentrée. Ainsi donc, la démarche initiée pour revaloriser l'enseignement technologique et professionnel et plus largement le lycée (égalité des voies et des filières) était elle, dès l'origine, déséquilibrée et décrédibilisée.

L'année 2008-2009 a donc été celle d'une demi-concertation sur une réforme partielle du lycée, c'était bien mal commencer la réforme. Le parti socialiste refusant le statu quo s'est engagé sur une autre voie réclamant du « sens, du temps, de la pédagogie pour assurer à la réforme une espérance de vie ».

La commission réunie à CARVIN où elle a été accueillie par Isabelle Daubelcour et Martine Guerma. **Olivier CAREMELLE** est revenu sur la méthode de travail lancée par le parti et les enjeux liés à la réforme du lycée.

Le parti s'est, en effet, depuis plus d'un an, remis au travail sous couvert de Bruno Julliard, secrétaire national à l'Education et travaille à la préparation d'une convention nationale prévue pour l'heure courant 2010.

Cette convention alimentera largement le nouveau projet éducatif du parti visant à la société éducative, dans une démarche de co-construction avec tous les acteurs de l'enseignement mais aussi en tenant compte du rôle essentiel des parents et des citoyens.

Les enjeux nombreux poussent effectivement à la réforme du lycée dans un cadre plus global d'un nouveau projet éducatif que le parti doit proposer pour 2012 afin de redonner sens à une ligne politique écornée pendant la campagne présidentielle où nous avons été mis en difficulté.

Quels enjeux ?

La démocratisation du lycée après sa massification et l'entrée du lycée par les 3 voies à égale dignité,

Les conditions d'amélioration de l'autonomie des lycéens, largement réclamée,

Les questions liées de la réussite et du parcours scolaire,

La formation des enseignants par la masterisation et le devenir de la formation continue,

La redéfinition de l'orientation pour en faire un principe actif et déterminant,

L'amélioration de l'entrée en post bac et le sort des classes préparatoires.

Les discussions de ce soir s'inscrivent à la fois dans la perspective des enjeux nationaux et de leur déclinaison concrète sur nos territoires. **La présence et l'invitation des syndicats enseignants pour un échange ouvert s'inscrit dans la démarche de co- construction entamé par le parti et relayée par nos fédérations, au-delà des divergences ponctuelles, « naturelles » entre parti politique et syndicats.**

Sur le fond, la tentative de Darcos de réformer à la hussarde le lycée en novembre 2008 s'est soldée par un échec cuisant devant les protestations diverses et notamment la mobilisation du mouvement lycéen. Les rapports Descoings et Apparü qui ont suivi devraient alimenter une bonne partie du projet de réforme annoncé courant octobre.

Yves Durand, député maire de Lomme, souhaitait, avant d'aborder la question de la réforme, revenir sur le contexte de celle-ci. **Un fil directeur entre 2002-07, accentué depuis l'élection de N.Sarkozy : la dégradation manifeste du service public d'éducation.**

La réforme du primaire à travers la semaine des 4 jours et l'adoption de nouveaux programmes, la volonté d'affaiblir l'école maternelle par la mise en place de jardins d'éveil par Mme Morano, le retour insidieux de l'apprentissage à 14 ans, la stigmatisation du collège unique, l'adoption de la loi LRU et ses conséquences, la suppression des IUFM et la montée de la marchandisation alors que des milliers d'emplois sont dogmatiquement supprimés, ...

De fait, la droite s'est attelée depuis son retour au pouvoir, morceau par morceau, à déstructurer le service public d'éducation dont la réforme du lycée sera un des éléments déterminants ;

Yves Durand qui a présidé la mission d'information relève que l'unanimité n'a pu être trouvée alors que les députés du groupe ont demandé que soit annexée les propositions alternatives faites au rapport Apparü.

La réforme du lycée lui paraît en effet indispensable signalant que le parti n'est pas partisan de « la révolution du statu quo », récusant le procès du conservatisme servi par la droite.

L'exclusion de la voie professionnelle a été un point important de contestation du rapport dont le périmètre a laissé de côté le lycée professionnel préalablement réformé sans concertation

La véritable question porte sur les raisons qui font que le lycée n'est pas réellement adapté et des problèmes liés aux voies et aux séries. Le rapport aux savoirs est un enjeu majeur alors que le cloisonnement disciplinaire, cela a été relevé dans les différents audits des lycées, pose des problèmes. La droite choisit d'ailleurs de tourner le dos à l'interdisciplinarité notamment sur les TPE.

De même, la définition du métier d'enseignant ou sa redéfinition ne peut être occultée quand le rapport Apparu omet de la traiter. C'est le problème de l'inadaptation des concours (le parti déposera un projet de loi à ce sujet prochainement), de la nécessité de former les enseignants en leur assurant une formation universitaire et professionnalisante rappelant que sur le principe, le parti n'est pas opposé à la masterisation mais pas aux conditions posées par le gouvernement actuel.

Enfin, **Yves Durand** rappelle que tout projet éducatif devra aborder la question de l'orientation qui aujourd'hui est un maillon faible du service public d'éducation malgré l'investissement des personnels.

Pour le Sgen CFTD,

Le problème de la masterisation et de la formation des enseignants est vital,

Le dogme de la suppression autoritaire des moyens par le non remplacement est une absurdité,

La réforme du lycée annoncée reste floue avec un calendrier incertain

Pour l'UNSA,

La réforme du lycée présuppose celle du collège, vivier des inégalités,

Toute réforme devra être structurelle et non un simple habillage accompagné par la suppression de postes et d'heures,

Le problème de la formation continue n'est pas posé,

Le chemin vers l'interdisciplinarité est indispensable à l'heure où les disciplines dominent encore,

La réforme des IUFLM ne peut être leur suppression pure et simple,

Pour le SNES,

Les réformes sont cohérentes et brossent une autre conception de l'éducation,

La question du socle commun au collège et lycée reste posée. Qu'est-il important d'apprendre et de comprendre pour vivre dans notre société ?

Les coupes budgétaires sont incohérentes et en décalage par rapport aux ambitions, la part de la dépense publique d'éducation régresse depuis des années,

L'organisation des réformes provoque le tri social des élèves,

Le Ps n'est pas clair sur la question du temps de travail et de l'autonomie des élèves. La confusion des discours est patente entre droite et gauche,

Il n'y a pas lieu d'opposer disciplinaire et travail interdisciplinaire. L'articulation doit se faire sur la question des apprentissages,

Pierre FRACKOWIAK évoque le problème des réformes contestables et de leur émiettement. Le service public doit être réformé en profondeur ...nous avons besoin d'une réforme structurelle. En deçà, les réformes ne servent à rien sinon à fragiliser le système et les élèves... Cf. la réforme du primaire.

Le deuxième chantier à ouvrir est celui de l'évaluation à tous les niveaux d'enseignement.

Un militant rappelle l'objectif de Lisbonne et l'ambition de porter 50 % d'une génération à bac plus 3. C'est dans ce contexte qu'il faut appréhender les réformes en cours qui ne vont pas toutes, loin s'en faut dans ce sens. **Le problème de l'orientation est majeur dans notre pays avec un service public de l'orientation affaibli et déstructuré.** Ne faudrait-il pas recruter et remettre les CIO au cœur des établissements ? Le lycée souffre en amont avec les difficultés aux collèges mais aussi en aval avec une liaison post bac délicate. Près de 60% d'échec dans les premières années universitaires ! De nombreux lycéens sont obligés de travailler pour poursuivre leurs études, c'est un phénomène devenu courant et inquiétant.

Yves Durand revient sur le discours libéral de Nicolas Sarkozy. **Sous couvert de liberté individuelle, les droits accordés aux parents et aux élèves sont avant tout le renvoi à leur propre responsabilité en cas d'échec.** La frontière est mince entre responsabilité et culpabilité notamment pour ceux qui échouent à l'école et à s'insérer dans la vie active.

Ce discours séditieux s'organise dans les réformes en cours alors que les parents attendent beaucoup et sont aussi dans le consumérisme scolaire

La réforme du lycée est attendue et le parti n'est pas pour le statu quo. Le cas de la seconde est symptomatique et il faut lui rendre ou plutôt lui donner une véritable vocation générale de détermination. Des évolutions structurelles sur l'organisation du lycée, des filières (STI, voie technologique et professionnelle), du temps de travail des lycéens et des enseignants sont naturellement indispensables pour faire évoluer le lycée et le démocratiser en termes de parcours et de réussite scolaire.

C'est aussi le débat sur la place de la culture à l'école, quel type de société voulons-nous au-delà du « tout marchand » ?

Sur la maîtrise, le PS défend l'idée d'une évolution du recrutement. La maîtrise en soi n'est pas un problème mais la réforme de Pécresse abandonne la formation des enseignants au profit d'une logique comptable. **Les enseignants doivent pouvoir suivre une formation universitaire et professionnelle avant d'entrer pleinement dans le métier comme ils devraient pouvoir bénéficier de formation continue, laissée à l'abandon.**

Jacques CRETEL du Sneeta pose le problème du suivi des réformes notamment celle de la voie professionnelle. Les engagements pris par le ministère sur la création des CAP sont par exemple bafoués dans notre académie laissant des bassins de formations et des élèves de côté.

Une militante, parent d'élève, relève les difficultés de ce type de réunion **trop centrée sur le monde enseignant laissant de côté les parents d'élèves qui devraient avoir droit au chapitre aussi.**

Philippe Kemel clôt la réunion en soulignant son incompréhension de la politique gouvernementale de la droite. Localement à Carvin et ailleurs, dans de nombreuses collectivités, est promue l'idée de projets éducatifs valorisant les élèves dans le respect du droit commun. Des jeunes se construisent, s'investissent dans la vie de nos cités après avoir pourtant subi des difficultés scolaires et sociales.

L'engagement du conseil régional est lui même important sur les structures des établissements et l'investissement massif de la région autour de D.Percheron sur l'Education et la formation tout au long de la vie. **Le schéma de formation signé entre la région et l'académie devrait à ce titre être un garant des politiques éducatives sur nos territoires.**